

Des Toulousiens dans la tourmente nazie...



Des Toullois dans la tourmente nazie...

par Gérard HOWALD

Il y a un peu plus d'un an, effectuant le trajet Verdun-Metz, et voyant, dans les champs, toutes ces tombes de soldats tombés au combat et tous ces monuments, surtout entre Gravelotte et Metz, je mesurai le chemin parcouru de 1870 au 6 juin 2005 quand on a vu le Président de la République Française et le chef du gouvernement d'Allemagne s'étreindre. Je pensai alors que les hommes et les femmes qui ont fait le sacrifice de leur vie au cours des trois derniers conflits qui ont opposé la France et l'Allemagne ne sont pas morts en vain. La paix en Europe découle de leur sacrifice. Alors pourquoi, après tant d'années, revenir sur ces événements tragiques qui ont marqué la dernière guerre ? Tout simplement au nom du devoir de mémoire, pour que les générations présentes et à venir se souviennent et puissent dire, et crier même, « Plus jamais ça ! » car, comme l'a écrit le philosophe américain Santayana « Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre ».

Docteur Marcel Bricka, héros, médecin martyr

Köln, den 10. August 1943 (Cologne 10 août 1943)

« Betrifft : Vollstreckung der Todestrasse gegen die französischen Staatsangehörigen Marcel Bricka und zwei Anders... ». « Objet : Par ordre du 17 juin 1943, Monsieur le Procureur supérieur du Reich auprès du Tribunal du Peuple de Berlin a reçu instruction de faire exécuter la condamnation à mort prononcée par le jugement du Tribunal du Peuple le 27 janvier 1943 à l'encontre des citoyens français Marcel Bricka, Roger Noël, Paul Simminger ».

Cette note du procureur principal, chef du service de l'accusation auprès du tribunal de Cologne, datée du 10 août 1943, au ministre de la Justice du Reich, précise la date de l'exécution des condamnés. Les trois hommes, Marcel Bricka, Paul Simminger et Roger Noël, ont été décapités à la hache, le 30 juillet 1943 à Cologne. Leurs crimes : actes de résistance, espionnage au bénéfice de pays ennemis -c'est-à-dire la France et l'Angleterre-. Si Paul Simminger et Roger Noël me sont inconnus, en revanche, en préparant une conférence, en 2004, sur la Résistance et la Libération

de Toul, le nom du docteur Marcel Bricka, chirurgien à l'hôpital de Toul avant la guerre, a été plusieurs fois cité par des témoins. En juin 2004, j'ai rencontré son fils Jean-Marie Bricka qui m'a remis un dossier sur son père.



Le docteur Marcel Bricka.

Marcel Bricka vit le jour, le 21 septembre 1908, à Rambervillers. Son père, Paul-Charles Bricka, sous-préfet à Château-Salins, préfet honoraire de Nancy, avait fait la guerre de 1914/1918 comme officier de Chasseurs. Il y fut gravement blessé. Le grand-père de Marcel Bricka avait été fusillé par les Allemands en 1870. Après des études secondaires à Montpellier et à Nancy, c'est à Paris, en 1925, qu'il obtint son 1^{er} baccalauréat, latin-sciences. L'année suivante, il passe avec succès son 2^e bac, mathématiques et philosophie. Nous le retrouvons à la faculté des sciences à Nancy de 1927 à 1929. Il en sort diplômé en sciences, en physique et chimie. Appelé sous les drapeaux en 1929, il effectue son service en Indochine, plus précisément à Saïgon comme soldat au 5^e RAC. Durant son séjour en Indochine, il aurait été approché par les services de renseignements pour qui il aurait travaillé, ce qui facilitera son action future dans la Résistance.

De retour en métropole, après son service militaire, Marcel Bricka reprend ses études à la faculté de médecine de Nancy où il étudie de 1930 à 1935. Interne des hôpitaux, il soutient sa thèse de médecine à Nancy en juillet 1935. Auparavant il s'était marié, en 1934, avec une étudiante en médecine, Jacqueline de Hody, qui lui donnera trois enfants, Françoise, Michèle et Jean-Marie. De 1932 à 1937, il est assistant de chirurgie dans le service du professeur Gaston Michel à Nancy. Parallèlement, il s'installe comme chirurgien à Toul, 10 rue de Rigny, où il ouvre une petite clinique ; il y est secondé par deux assistants et deux infirmiers¹. Il intervenait également à l'hôpital Saint-Charles de Toul et à l'hôpital militaire de Gama.

Le 29 août 1939, il est mobilisé. En octobre, il est nommé médecin auxiliaire de réserve ayant en charge un service de chirurgie à l'hôpital de Contrexéville, puis à Morhange et Dieuze. Démobilisé en août 1940, il assure un remplacement à l'hôpital de Dôle. Son activité ne se limite pas seulement à soigner les malades ; il prépare et facilite l'évasion de soldats prisonniers. Dans un article paru dans «La Vie de Nancy», le 1^{er} août 1945, il est écrit que 1500 prisonniers lui doivent leur liberté. Un autre journal «L'Avenir Toulinois» rapporte que le docteur Bricka a réussi à mettre en sûreté 180 prisonniers en un seul passage.

Probablement dénoncé, Marcel Bricka voit sa tête mise à prix par la Gestapo. Il préfère alors rentrer en Lorraine. Madame Bricka qui était restée à Toul était animée du même sentiment que son mari. En septembre 1940, elle aide deux officiers, les docteurs Léon Bangalter et Fildermann, internés à Dommartin, à recouvrer la liberté. Après avoir fait leur connaissance à l'hôpital de Nancy, elle leur propose de les aider à s'évader. Voici le témoignage du docteur Léon Bangalter : «... *J'ai pu m'évader de ce camp (camp de prisonniers de Dommartin-les-Toul), ainsi que le médecin lieutenant Fildermann, grâce à la complicité de Madame Jacqueline Bricka, épouse du docteur Bricka, demeurant à Toul, et ceci dans les circonstances suivantes : lors d'une évacuation de malades sur l'hôpital de Nancy, j'ai pu faire la connaissance, en quelques minutes, de madame Bricka, qui s'est immédiatement proposée à nous faire évader. Madame Bricka a pu se procurer des effets civils et, au prix de mille difficultés et risques, a réussi en dissimulant ceux-ci dans la voiture de son bébé et en rôdant pendant des semaines autour des barbelés à faire pénétrer ces effets dans le camp. C'est ainsi que nous avons pu réussir notre évasion. Nous sommes allés au domicile de madame Bricka où nous sommes restés cachés dix jours.... Madame Bricka nous a conduits ensuite à Nancy où elle était en rapport avec une organisation d'évasion, d'où nous pûmes rejoindre la zone sud. Madame Bricka, par la suite, fit évader de nombreux prisonniers*». Ce témoignage est daté du 12 septembre 1945.

De retour chez lui, le docteur Bricka, qui avait déjà travaillé pour les services de renseignements durant son service militaire en Indochine, s'engage dans le réseau Kléber en qualité de chargé de mission 2^e classe, au grade correspondant de lieutenant. Sa première tâche est d'organiser les premiers réseaux de renseignements en Meuse et en Meurthe-et-Moselle. Il est alors en contact avec un avoué de Nancy, Jean Bertin, et un avocat, Adrien Sadoul.

Jean Bertin, alias Kléber, travaille dans le renseignement pour le compte des alliés. Il est arrêté le 1^{er} juin 1944. Les Allemands et les miliciens français veulent savoir où se cache monsieur X. Malgré la torture, Bertin ne parle pas. Monsieur X n'était autre que

1. Cette maison a toujours été habitée par des médecins chirurgiens ou médecins généralistes.

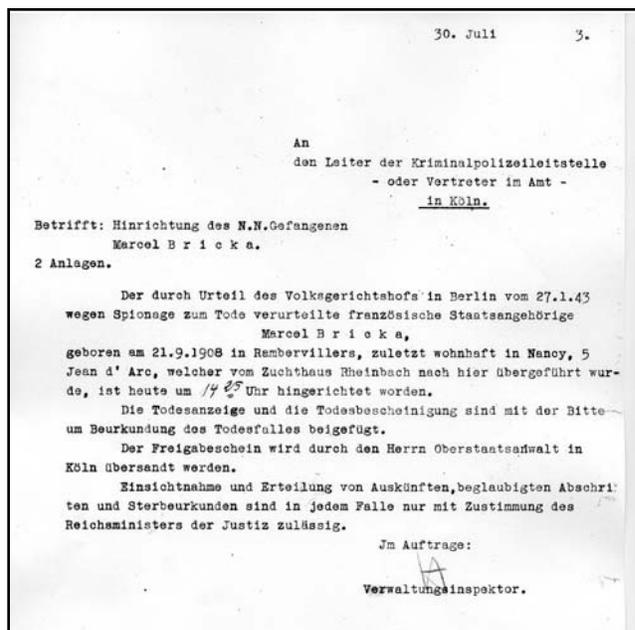
François Mitterrand que les Allemands recherchaient activement et qui, depuis 6 mois, partageait avec Jean Bertin «des gîtes de hasard». De la prison de Fresnes où il est interné, Jean Bertin, par l'intermédiaire d'une Alsacienne, fera parvenir un message au futur président de la République. Rémy évoque ces faits dans son livre «Mémoires d'un agent secret de la France libre». Jean Bertin sera déporté à Buchenwald.

Début 1941, le capitaine Kleinmann, chef de l'armée du service de renseignements de Lons-le-Saunier, demande au docteur Bricka de prendre contact avec le réseau «des étudiants» afin de conseiller et de structurer ce groupe formé de jeunes gens de 17 à 20 ans. Malheureusement, ce réseau était infiltré par un agent SD (Sicherheitsdienst : service secret de l'armée allemande) ce qui allait précipiter la chute du docteur Bricka. Il est arrêté le 14 mai à Nancy. Dans ses vêtements, les Allemands trouvent des lettres compromettantes dissimulées dans une boîte d'allumettes. Marcel Bricka est interné à Charles III où il est interrogé. Malgré la torture, le médecin ne parle pas, ne donne aucun nom des personnes avec lesquelles il était en contact. Il affirme même ignorer le contenu des lettres qu'il était chargé de transmettre. Jean Bertin a laissé un témoignage du traitement que lui ont fait subir les miliciens français et les Allemands. Ce témoignage force l'admiration devant le courage de cet homme qui, lui non plus, n'a rien avoué malgré le raffinement des moyens mis en œuvre par ses tortionnaires pour le faire parler.

Après Charles III, le docteur Bricka est transféré à Fresnes, puis à Trèves et à la prison de Rheinbach située à une vingtaine de kilomètres de Bonn où il est jugé pour espionnage par le Tribunal du Peuple de Berlin qui s'est spécialement déplacé à Rheinbach.

Le 27 janvier 1943, Marcel Bricka et ses deux camarades, Roger Noël et Paul Simmenger sont condamnés à mort. Pendant six mois, les trois hommes restent internés à la prison de Rheinbach, espérant une hypothétique grâce du ministre de la Justice. Sans qu'ils en soient informés, le procureur supérieur du Reich auprès du Tribunal du Peuple de Berlin, reçoit, le 17 juin 1943, l'instruction de faire exécuter la sentence. Le procureur supérieur transmet, le 23 juin, au procureur principal de Cologne, l'ordre de faire procé-

der à l'exécution des trois hommes. Le 29 juillet, Marcel Bricka, Roger Noël et Paul Simminger sont transférés à la prison de Cologne. Ils ne savent pas que leurs recours en grâce ont été rejetés.



Rapport précisant l'heure à laquelle Marcel Bricka a été exécuté.

A Cologne, Marcel Bricka fait la connaissance de l'aumônier de la prison, Heinrich Geriges. Après la guerre, ce prêtre, comme il en avait fait le serment, chercha à rencontrer les familles des condamnés à mort à qui il avait apporté le soutien de la religion avant leur exécution. Le 10 décembre 1945, il adresse à madame Bricka une lettre émouvante où il relate les dernières heures de son mari.



Marcel Bricka photographié après son arrestation.

Le 30 juillet, le lendemain de son arrivée à Cologne, Marcel Bricka apprend vers midi, de la bou-

che d'un procureur, que le ministre de la Justice a refusé la grâce et qu'il sera exécuté à trois heures de l'après midi. «... *De ce moment*» a écrit l'aumônier «*j'ai connu votre mari comme un homme d'une grande piété et aussitôt il avait une grande confiance en moi comme prêtre. Il m'a raconté de sa vie, de vous et de ses trois enfants. Il était pour lui joie très grande d'avoir de vous des nouvelles avant sa condamnation. Malheureusement depuis sa condamnation, il n'a rien entendu de vous. La dernière lettre de vous était arrivée avant six mois. Mais il a supporté cette incertitude effroyable comme un bon chrétien et il a offert sa douleur comme un sacrifice à sa famille. Il était un caractère merveilleux et j'ai jusque maintenant la plus grande révérence du bon médecin et père de famille... Il restait plein de politesse jusqu'au dernier moment aussi envers les gardiens et même envers le procureur. Il a passé ses dernières heures avec de fumer et de manger un peu, d'écrire et de prier.* ».

Malheureusement les lettres écrites par le docteur Bricka ne sont jamais arrivées. Le procureur avait promis qu'elles seraient acheminées après la guerre. « *Après s'être confessé et reçu la communion* », poursuit l'aumônier, «*il a causé avec moi sur vous et sur le sort de sa famille et de ses enfants. Il m'a raconté (avoir) un bon ami et il a pensé que je pourrais vous proposer, en son nom, que vous feriez peut-être mariage avec lui. Il est convaincu que vous l'aimez et qu'il serait un bon père pour les enfants. Excusez, madame que je vous écris ça si franchement, dans une chose si délicate mais je vous donne ma parole, comme prêtre, que je suis la volonté d'un mort qui vous a aimée de tout son cœur et qui désire que vous serez heureuse encore dans cette vie. Il a dit que cet ami serait peut-être un père encore mieux comme lui. Il est mort dans une religiosité si merveilleuse que je sais comme aumônier qui l'a assisté jusque tout était fini, qu'il est entré aussitôt au ciel et qu'il est là-haut comme ami du bon Dieu. De là-haut il vous aidera, vous et vos enfants avec ses prières. Il est mort le 30 juillet 1943 à 2 h 17 de l'après-midi. Le même jour, je l'ai accompagné au cimetière et j'ai béni sa tombe. Il est enterré au cimetière de Cologne partie spéciale tombe 105....* ».

Ce que ne dit pas l'aumônier, ou ne sait pas, c'est que le bourreau Hehr n'a pas pu être prévenu à temps pour accomplir son horrible besogne. Le procureur a donc chargé le contre-maître mécanicien Hacker,

de Cologne, de procéder à l'exécution des trois condamnés. Le rapport du même procureur précise que le bourreau était assisté de trois aides et d'un cinquième homme, Hans Mühl, de Cologne, Nippes qui devait être engagé comme bourreau.

En conscience, je me suis demandé si je devais transcrire la suite du rapport tant elle a soulevé en moi un sentiment d'horreur. Au risque de choquer, voici ce que l'on peut lire dans ce rapport. Je l'écris uniquement en hommage à la mémoire du docteur Marcel Bricka et de ses compagnons.

« *La durée de l'exécution des différents condamnés se décompose comme indiqué ci-dessous :*

Durée entre la présentation du condamné et l'exécution :

Marcel Bricka 15 secondes

Paul Simminger 14 secondes

Roger Noël 14 secondes

Durée entre remise au bourreau et décollation

Marcel Bricka 8 secondes

Paul Simminger 6 secondes

Roger Noël 6 secondes

L'interprète présent lors de la prononciation des arrêts était Engelhardt de la Gestapo de (illisible), qui est constamment employé lors des procédures contre des prisonniers. Aucune difficulté n'a été rencontrée lors de l'exécution de la sentence. Signé : Meissner

Le commandant Kleimann, ex-chef de l'armée du service de renseignements de Lons-le-Saunier, qui, comme nous l'avons vu, avait demandé au docteur Bricka d'intégrer le groupe des « Etudiants », dans une lettre, adressée après la guerre, à madame Bricka, écrit : «... *J'ai été moi-même au feu, au combat en 44 et 45 et je pense que tous les dangers que j'ai pu y vivre ne sont rien à côté de ce qu'avaient enduré votre mari et ceux qui ont connu la geôle, le camp de concentration et les traitements de la Gestapo. C'est le sort du combattant. Votre mari en était un et un bien courageux. Je l'ai connu : il avait du cran, il a tenu le coup jusqu'au dernier moment. Je m'incline devant lui.* »

Dans « L'Avenir Toulouais » du 22 décembre 1945 relatant l'évasion de 180 prisonniers que le docteur Bricka avait réussi à mettre en sûreté, le journaliste conclut son article « *...Son éternel sourire aux lèvres, (M. Bricka) il dit simplement : deux manquent à l'appel. Bon Dieu, ça a chauffé*». Dans un article

paru dans «La Vie à Nancy» du 11 août 1945, nous pouvons lire *«Le docteur Bricka, assassiné par les Allemands... sa mort fut admirable. D'après un de ses gardiens, il tomba en criant «Vive la France» et chrétien en pardonnant à ses bourreaux»*.

Rendant hommage au docteur Bricka, un médecin-capitaine resté anonyme a écrit dans «L'Avenir Toulinois» du 15 décembre 1945 : *«Il a, hélas payé de sa vie la liberté qu'il a rendue à tant de camarades... Je suis persuadé que sa mort n'aura pas été inutile. Au milieu de la veulerie actuelle, de la mentalité combinarde et basement matérielle qui règnent aujourd'hui, son exemple fait passer un souffle purifiant d'idéal»*. Hormis quelques articles de journaux et le livre de Rémy «Les mains jointes. Mémoires d'un agent secret de la France Libre» dans lequel le nom de Marcel Bricka est cité, rien ne rappelle à Toul le nom de ce médecin mort pour la France et les lieux où il a travaillé comme chirurgien à l'hôpital Saint-Charles et à l'hôpital Gama.. Afin d'honorer la mémoire du docteur Marcel Bricka nous sommes convenus, avec le directeur de Saint-Charles de donner le nom de "docteur Marcel Bricka" à une salle de l'hôpital.

Le calvaire vécu par Marcel Bricka ne saurait nous faire oublier celles et ceux de Toul et des villages voisins qui sont morts en déportation ou fusillés durant la dernière guerre. Au risque d'oublier quelques noms de ces femmes et de ces hommes qui ont fait le sacrifice de leur vie pour la liberté, notre devoir nous impose de les rappeler à la mémoire de nos lecteurs.

Les jeunes gens d'Ochey :

A la suite de la trahison d'un de leurs camarades, S..., ces cinq jeunes gens d'Ochey sont arrêtés le 17 décembre 1943. Ils avaient dissimulé des armes de guerre dans le clocher de l'église du village. André David, 22 ans, pour disculper ses amis reconnaît être le chef du groupe. Après plusieurs mois d'incarcération à Charles III, il est fusillé le 4 mars 1944 aux Fonds-de-Toul. Ses quatre camarades, Marcel Poirot, Lucien Colson, Pierre et Marcel Masson, sont déportés à Buchenwald. Au mois de janvier, ils sont mutés à Dora où les Allemands fabriquent, dans des usines souterraines, des armes secrètes, les V1 et les V2. Des milliers de déportés français décéderont dans ces usines. Des quatre jeunes gens, seul Marcel Masson reviendra de



De gauche à droite :
Marcel Poirot 20 ans,
Pierre Masson 20 ans,
Lucien Colson 20 ans, déportés et décédés à
Buchenwald Dora,
André David 20 ans, fusillé le 4 mars 1944
dans les Fonds de Toul,
Marcel Masson 19 ans, seul rescapé.

ce camp de concentration. Lors d'un interrogatoire à la Gestapo de Nancy, il avait été sauvagement frappé à l'aide d'un nerf de bœuf par un des chefs de la Gestapo, Alfred Boedicker. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sinistre personnage. Pierre Masson, Lucien Colon et Marcel Poirot décéderont de malnutrition, de maladies ou d'accidents.

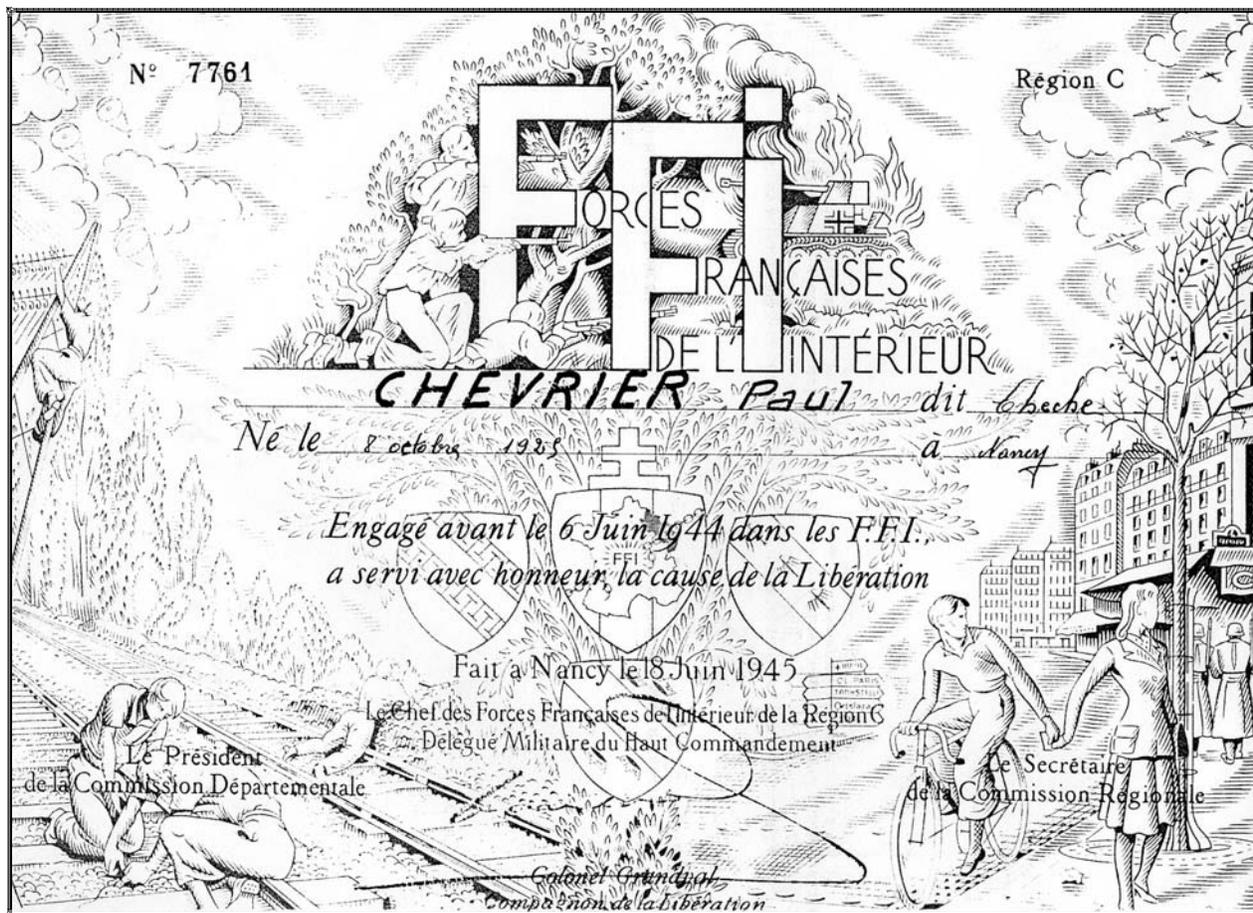
Paul Chevrier



Paul Chevrier, 18 ans, est arrêté en juillet 1943 après avoir été lui aussi dénoncé par S... Ils étaient pourtant amis. Paul Chevrier crée à Toul, dès 1941, un des premiers réseaux de résistance. Rapidement, il est rejoint par des camarades du collège. Parmi ces jeunes gens, Fernand Nédélec qui se distinguera dans la Résistance pendant toute la durée de la guerre en commettant des sabotages, en parti-



Une classe du collège de Toul. Paul Chevrier est entouré d'un trait blanc.



Certificat de FFI de Paul Chevrier, signé du colonel Grandval.

cipant à la libération d'un camp de prisonniers sénégalais à Boucq et à la libération de Toul en septembre 1944. Ces jeunes gens, à peine sortis de l'adolescence mais d'une grande maturité et animés d'un fervent patriotisme, refusent la défaite. Leurs premières actions consistent à recueillir des armes, des renseignements et à commettre les premiers sabotages. Malheureusement, comme nous l'avons vu, ils sont trahis par un des leurs, S... Leur réseau est démantelé. C'est un rude coup pour la Résistance. Paul Chevrier, après son arrestation est déporté à Buchenwald où il décède le 15 septembre 1944. Il a laissé des lettres que conserve précieusement son ami Fernand Nédélec. Ces lettres laissent transparaître un chef, un meneur d'hommes, un stratège. La ville de Toul a donné, en 2003, le nom d'une rue à ce jeune héros mort pour la France.

D'autres victimes suite à la dénonciation du jeune S...

A la suite de la dénonciation du jeune S..., poussé il est vrai par son père, d'autres arrestations ont lieu : Albert Petit, le gendre de M. Saint-Martin qui tenait le magasin Caïffa rue Benoît Picard à Toul. Il est déporté en camp de concentration. Il survivra mais, atteint de tuberculose, il décédera quelques semaines après son retour à Toul. Son épouse, atteinte elle aussi de la même maladie, devait disparaître quelques mois plus tard. L'adjudant-chef Hubert Frocot, chef du groupe Lorraine, son adjoint Fernand Mhy, cafetier à Toul, madame Mhy et Michel Flament de Lagney sont également arrêtés en décembre 1943. Fernand Mhy réussit



**Albert Petit et son épouse,
tous les deux décédés des
conséquences de la déportation
de monsieur Petit.**

à s'évader de Charles III en février 1944. Malheureusement, son épouse déportée en camp de concentration ne reviendra pas. Hubert Frocot et Michel Flament, déportés eux aussi, survivront. Hubert Frocot, malgré un état de santé très altéré, il ne pesait plus que 35 kilos à son retour en France, prononcera une allocution à Ochey le 15 novembre 1945 en souvenir des cinq enfants du village dont quatre sont morts pour la France. Hubert Frocot deviendra maire de Roville-devant-Bayon.

Jean-Paul Fourrière

Jean-Paul Fourrière doit son arrestation à un milicien français de Mandres-aux-Quatre-Tours. Ce milicien l'ayant entendu évoquer, dans un café, l'existence d'un maquis dans la forêt de la Reine, le dénonça à la Gestapo. Arrêté le 20 avril 1943, interné à Charles III et à Ecrouves, Jean-Paul Fourrière est transféré à Compiègne puis déporté à Buchenwald et Dora où il décède le 24 mars 1944. Quant au milicien, il sera capturé par des maquisards du maquis 15.

Parmi ces hommes, figurent le lieutenant Leleux, chef du maquis et René Fourrière, le frère de Jean-Paul. Le milicien sera jugé par les hommes du maquis. Condamné à mort, il sera exécuté. Après la guerre, sa femme ayant déposé une plainte, les maquisards durent se justifier devant la justice. Quel autre choix avaient ceux qui condamnèrent le milicien qui ne manifesta aucun repentir ? Le relâcher ? C'était courir le risque qu'il se précipitât à la Gestapo.

Les trois jeunes de Foug

Le 14 juillet 1944, trois jeunes gens habitant Foug, Stanislas Swietzak, Henri et Tadek Teichmann, après avoir été arrêtés par les Allemands, sont littéralement massacrés au cours d'un interrogatoire particulièrement odieux. Leur calvaire prend fin dans les bois de Blénod-lès-Toul où ils sont fusillés. Les corps mutilés sont déposés à la mairie du village, «... *Un spectacle horrible, une vision atroce furent donnés à ceux qui se trouvaient là...*» écrit un témoin habitant Foug, monsieur Claude Hablizig, dans le livre de Fernand Nédélec (cf.), «...*les membres brisés et désarticulés, les doigts écrasés quand ils n'étaient pas coupés, les yeux crevés, criblés de coups de baïonnettes... Par décence et parce qu'il n'y a pas de terme pour les qua-*

lifier, je passerai sur d'autres actes encore plus épouvantables». Puissent de tels actes ne jamais se reproduire.



**De gauche à droite :
Tadek Teichmann, Henri Teichmann, 20 ans et
Stanislas Swietzak 21 ans, sauvagement assassinés par les nazis en 1944.**

«*Le crime*» de ces jeunes ? Ils avaient entre 19 et 21 ans, s'étaient pris d'amitié pour un officier allemand qui se disait d'origine polonaise. Ce dernier leur avait fait croire qu'il voulait désertier et rejoindre un maquis. C'est ce qu'a écrit Claude Hablizig. Dans un article paru dans l'Est Républicain du 14 janvier 1949, relatant l'audience du tribunal où furent jugés les responsables de la Gestapo de Nancy, le journaliste émet une autre hypothèse : il s'agissait bien d'un officier allemand mais qui s'était fait passer auprès des jeunes gens pour un certain Striebeck, lieutenant aviateur polonais évadé.

Stanislas Swietzak et les frères Teichmann lui proposent de lui fournir des vêtements civils et de le conduire vers le maquis situé dans les bois de Blénod-lès-Toul. Rendez-vous est pris avec l'officier sur le territoire d'Ecrouves, à la hauteur de l'écluse 22, au lieu-dit Sainte-Catherine. Swietzak et un des deux frères se rendent à l'endroit convenu ; là, des soldats allemands, guidés par le pseudo ami, surgissent des fourrés et s'emparent des deux garçons ; le troisième jeune sera arrêté plus tard. Conduits à Toul puis à Nancy, ils vont subir, comme nous l'avons vu, un interrogatoire qui, par les moyens mis en œuvre, dépassent l'entendement. Un quatrième homme avait également été arrêté ; il s'agit d'un habitant de Lay-Saint-Rémy, Pierre Mansuy. Rescapé de cette tuerie, il témoigna au procès

des responsables de la Gestapo. Il raconta les coups que lui administra au visage avec une lampe électrique le SS Reckfelder. La violence des coups fut telle que la lampe se brisa. Conduit ensuite dans une caserne à Toul, il fut rossé à coups de ceinturon par Boedicker. Les supplices subis par Pierre Mansuy n'étaient pas terminés. Au siège de la Gestapo à Nancy, il fut battu de nouveau puis mis en présence de Stanislas Swietzak. Ses tortionnaires, toujours d'après le compte-rendu de l'audience, obligèrent les jeunes gens à se frapper mutuellement. Ce qui est malheureusement vraisemblable. Trop de témoins lors du procès déjà cité, ont affirmé que Rickfelder et Boedicker exigeaient des détenus qu'ils frappent d'autres détenus.

Une stèle dans les bois de Blénod-lès-Toul rappelle le martyre des jeunes gens de Foug ainsi que la présence, dans ces bois, du maquis 15 qui s'illustra pendant l'occupation. Tous les ans, le 4 septembre, les autorités civiles et militaires déposent une gerbe à la mémoire des martyrs et des maquisards.

Lors du procès des tortionnaires de la Gestapo, en janvier 1949, il fut admis que ces crimes étaient l'œuvre de Pffanner, un des chefs de la Gestapo. C'est lui qui donna l'ordre d'abattre les trois jeunes gens. Grudeh Herbert et Johanès Rickfelder exécutèrent les trois suppliciés. Au procès, Rickfelder affirma que Boedicker avait participé à l'exécution ce qu'il nia. Le même Rickfelder à qui le président du tribunal montrait une photographie d'une main atrocement mutilée par une baïonnette, affirma que c'était le ricochet d'une balle qui avait provoqué la blessure. C'est une des rares fois où le public manifesta dans la salle du tribunal.

Le drame de Trondes et de Boucq

61 ans se sont écoulés depuis les faits que nous allons relater et qui ont coûté la mort à 60 personnes innocentes. Il s'agit, comme le titrait l'Est Républicain paru en janvier 1949, «*des actes de sauvagerie de Trondes et de Boucq*».

Depuis plusieurs jours, en ce mois d'août 1944, des miliciens français et des Allemands rôdaient aux environs des villages de Boucq et de Trondes. La rumeur courait que le maquis dit « des Russes » venait d'être attaqué par les Allemands. Toujours est-il

que, le mardi 15 août vers 5 heures du matin, des centaines de soldats allemands du SD Sicherheitsdienst, c'est-à-dire du service de sécurité des SS et de la Sipo qui regroupait la police criminelle et la Gestapo, encerclent et investissent le paisible village de Trondes. Les SS sont commandés par deux sinistres et cruels personnages, les officiers SS Johanès Rickfelder et un des chefs de la Gestapo de Nancy, Alfred Boedicker.

Ce matin, la maîtresse française de Boedicker a préféré faire la grasse matinée. Cette femme n'hésitait pas à infiltrer des détenues de la prison de Charles III afin de leur soutirer des aveux qu'elle s'empressait de communiquer à son amant.

Les deux chefs SS se dirigent sans hésitation vers une maison où dorment encore les occupants. Ils sont tirés de leur lit ; les Allemands ne leur laissent pas le soin d'enfiler un pantalon. Arrivés sur la petite place devant leur maison, ils sont fusillés sans autre forme de procès. Les deux hommes sont Alex Hardy, chef du maquis dit "des Russes", et son adjoint René Johanès habitant Boucq. Deux Nords-Africains, après avoir été complètement déshabillés, sont sauvagement frappés puis abattus. Pendant que se perpétuaient ces crimes, un officier SS, Pfanner, ordonne que la population se rassemble et c'est à l'appel du tocsin et aux sons du tambour que les habitants arrivent devant la place où gisent les quatre victimes de la barbarie nazie.

A l'évidence, les Allemands n'étaient pas venus à Trondes pas hasard. Une ou plusieurs personnes avaient dû informer la police ou les Allemands de la présence de Hardy dans le village. Les Allemands, nous l'avons vu, se sont dirigés directement dans la maison où ils se trouvaient, lui et Johanès. Soixante ans après, nous ne pouvons plus masquer la vérité, ne serait-ce que pour la mémoire des innocentes victimes de ce terrible drame et aussi pour la crédibilité des autres faits racontés dans cet article.

2. Il s'agit de Sénégalais qui étaient prisonniers des Allemands dans un camp de travail à Boucq. Ce camp avait été libéré le 6 juin 1944 par les résistants Pierre Terrot, René Blanqué et Fernand Nédélec. Ces derniers formeront le maquis 15 dans les Bois de Domgermain puis, plus tard, dans les bois de Blénod-lès-Toul. Treize Sénégalais suivirent Fernand Nédélec et ses camarades. Les hommes de ce maquis se sont illustrés dans une lutte farou-

Alex Hardy, un chef de maquis contesté

Alex Hardy est le chef du maquis de Boucq dit "des Russes". Selon les historiens, c'est un Arménien prisonnier de guerre évadé ou Espagnol ayant fui la dictature de Franco. L'homme en impose. Grand, la trentaine, le regard perçant, c'est en janvier 1944 qu'il arrive dans la région. Il rejoint le maquis de la forêt de la Reine mais entre presque aussitôt en conflit avec les autres membres de l'organisation. Il décide alors de former son propre maquis et, avec une dizaine d'hommes, il s'installe entre Rangéval et Corniéville. Plus tard, il déplace le maquis aux gravières de Boucq. Ses relations avec les autres responsables des maquis et les chefs de la Résistance de la région sont détestables. A tel point que ces derniers décident de lui couper les vivres, en nourriture et en armement. Hardy est donc contraint de se débrouiller seul. Commencent alors les attaques des commerces et des réquisitions qu'il impose aux cultivateurs des villages. Ce n'est pas seulement de la nourriture que Hardy exige mais également de l'argent. En contrepartie, il distribue des bons et promet qu'ils seront honorés après la guerre. Seulement ces bons n'ont aucune valeur. A Toul, seul Jean Kimmel, adjoint au capitaine Chipot chef du secteur, est habilité à utiliser des bons de réquisition portant la signature du général De Gaulle qu'il reçoit de Londres et dont il tient une comptabilité rigoureuse.

Quelques jours avant l'attaque des Allemands sur Trondes et Boucq, Hardy se présente dans une perception et se fait remettre de l'argent contre un bon de réquisition. Un résistant m'a affirmé qu'un des employés de la perception, M. L..., s'était rendu au commissariat de police après le coup de main de Hardy. Georges Dirand dans son livre «*La Lorraine épurée, les grands procès de la collaboration dans la région*» publié en 1946, n'en fait pas mention. En revanche, il relate le procès du «*faux maquis de Briey*» confondant Briey et Boucq. L'auteur est très sévère concernant Hardy qu'il accuse de vols à main armée, d'actes de banditisme, séquestrations arbitraires et de mauvais traitement à l'égard de Sénégalais².

che contre l'occupant en commettant des sabotages et en participant à la libération de Toul. Fernand Nédélec a écrit un livre de mémoire très émouvant sur la Résistance dans le Toulousain. C'est à son initiative que la municipalité de Toul a donné le nom d'une rue à son camarade mort en déportation Paul Chevrier. 15 autres Sénégalais rejoignirent le maquis commandé par Hardy

Nous devons à la vérité de préciser que «Le Chardon Lorrain», organe du Front National de Meurthe-et-Moselle, dans son numéro du 9 décembre 1945, voit en Hardy un résistant sans reproche³. Si, comme nous venons de le voir, les actions que mena Alex Hardy ont été critiquées par des historiens et de nombreux témoins, ces critiques ne s'appliquent pas à ceux qui se sont engagés sous ses ordres. Ils l'ont fait parce qu'ils refusaient la défaite. Certains l'ont payé de leur vie, d'autres ont souffert dans leur chair la déportation. Ces précisions s'imposaient pour la mémoire de ces hommes.

Au procès de Boucq

Au procès du faux maquis de Briey (Boucq), plusieurs personnes ont été accusées d'être responsables du drame de Trondes et de Boucq.

Une cultivatrice des environs qui aurait subi des violences de la part d'un des Sénégalais du maquis de Boucq, alla se plaindre aux Allemands. Quelques jours après, elle était enlevée avec son mari par des hommes de ce maquis. Cette femme réussit à s'évader. Aux policiers de Nancy, elle déclara qu'elle avait été violée pendant plusieurs semaines sous les yeux de son mari. Au procès, elle fut condamnée à une peine de prison pour dénonciation de résistants. Après la plainte de cette cultivatrice, l'étau se resserre sur les villages de Trondes et Boucq et sur ses malheureux habitants. Des policiers français zélés au service des Allemands enquêtent et s'empressent de communiquer les résultats de leurs investigations aux sbires de la Gestapo. Sauf un policier, M..., qui fut condamné à quelques mois de prison, les principaux responsables ne furent pas jugés car, au moment du procès, ils étaient morts.

Un cultivateur de Troussey qui faisait partie du maquis de Boucq fut acquitté ; pourtant on lui reprochait d'avoir indiqué à la police française l'emplacement du maquis de Boucq. Cet homme avait participé à l'attaque du G.M.R (gendarmes mobiles) de Jarville avec trois autres résistants du maquis de Boucq, afin de s'emparer d'armes et de munitions. Acte insensé voulu par Hardy. C'était sans compter sur les 250 hommes formant le G.M.R. Une fois encore, Hardy ne tenait pas compte des consignes de la Résistance qui interdisait

les agressions contre le G.M.R qui, quelquefois, était le refuge des réfractaires au STO ou des résistants traqués. Le cultivateur fut capturé. Blessé, il ne résista pas aux interrogatoires des hommes du G.M.R.

Hardy n'en continuait pas moins les imprudences, toujours d'après Georges Dirand. Le maquis était fréquenté par des filles aux mœurs légères qui comptaient également des Allemands parmi leurs clients. De confidences en confidences, les Allemands avaient acquis la certitude de l'existence d'un maquis dans les bois de Boucq. Ces faits m'ont été confirmés par un ancien résistant. Et il y a le défilé des habitants de Boucq, le 14 juillet 1944. Le gouvernement de Pétain avait, depuis longtemps, interdit toute manifestation à l'occasion de la fête nationale. Jean Vartier auteur de «*Histoires secrètes de l'occupation en zone interdite*» rend Hardy responsable de cette manifestation au cours de laquelle les habitants de Boucq défilèrent en chantant «La Marseillaise» devant le monument aux morts. D'autres personnes affirment que c'est à la demande du général De Gaulle que les habitants commémorèrent la fête nationale. Pour tous ces faits, dénonciations, attaques du G.M.R, défilé du 14 juillet, les Allemands décident de passer à l'action. Cela allait coûter la vie à 60 innocents.



Le 14 juillet 1944, les habitants de Boucq défilèrent et chantèrent la Marseillaise devant le monument aux morts.

Le jour du drame, à Trondes et à Boucq

Revenons à Trondes, au matin du 15 août 1944. Alors que la population est rassemblée suivant les ordres de l'officier SS Pfanner, arrive une patrouille

3. Le Front National était un mouvement de résistance communiste créé en 1941, après l'agression de l'Allemagne contre l'URSS. Les dirigeants du

Front National siègeront au Conseil National de la Résistance. Ce mouvement est à l'opposé du parti de Jean Marie Le Pen.



Les 15 et 18 août 1944, c'est sur cette place que furent rassemblés les habitants de Trondes.

allemande qui entoure un homme déjà âgé. Il s'agit d'un territorial réquisitionné pour garder la gare de Pagny-sur-Meuse. La veille, les hommes de Hardy l'avaient enlevé. Les Allemands venaient de le découvrir dans des broussailles appelées les Raies. L'homme était nu-pieds ; les Allemands lui demandèrent de regarder les chaussures des quatre cadavres, puis lui ordonnèrent de passer parmi les habitants et de désigner les personnes qui auraient pu participer à son enlèvement. Il ne reconnut personne, pas plus que ses chaussures.

Les Allemands deviennent de plus en plus menaçants. Ils exigent que les maquisards se désignent et que la population les dénonce. Personne ne bouge, personne ne parle. Face à ce silence, Boedicker s'en prend au maire du village, M Mercier et au curé l'abbé Rolinger. Boedicker les insulte et les menace, «*Toi, maire, dans cinq minutes tu seras par terre*». Puis il affirme que des coups de feu ont été tirés du clocher de l'église, «*Toi, le corbeau*» désignant les quatre cadavres «*tu finiras comme ceux-là*». Des soldats ayant trouvé un béret basque dans l'église, Boedicker l'exhibe. Il croit détenir la preuve de la présence de «terroristes» dans le village. «*Sale curé*» dit-il «*si tu ne dis pas la vérité, tu seras fusillé dans dix minutes. Je te ferai sauter, toi et ta baraque*» puis le SS lui donne une bague, probablement trouvée dans l'église et lance au prêtre «*Voilà pour t'accompagner au ciel*» et il organise un simulacre d'exécution. A son procès Boedicker reconnaîtra «*C'est possible que je sois allé un peu fort*».

Deux femmes, Georgette Bazart et Andrée-Pierre Simon, l'abbé Rolinger et deux policiers de

Toul, Jean Mangin et Albert Priouret qui se trouvaient à Trondes, sont emmenés par les Allemands. Ces personnes seront écrouées à la prison de Charles III à Nancy où, trois jours plus tard, elles seront rejointes par d'autres habitants de Trondes et de Boucq.

Tuerie à Boucq

Avant de quitter Trondes, les Allemands mettent le feu à la maison qui servait de PC à Hardy. Les habitants, craignant le retour des soldats, resteront encore longtemps sur la place avant de s'attaquer à l'incendie qui risquait de gagner d'autres bâtiments.



Cette maison a été construite sur l'emplacement de la boulangerie incendiée par les Allemands en août 1944.

Pas de risque que Boedicker et ses hommes ne reviennent car ils se dirigent vers Boucq. Arrivés au village, comme à Trondes, ils ordonnent à la population de se rassembler sur la place du village. Boedicker s'adresse aux habitants et leur reproche, au nom du maréchal Pétain, la célébration du 14 juillet. Puis il exige que les maquisards se dénoncent. Devant le silence des habitants, les Allemands désignent un homme, monsieur Barthélemy Cadamuro. Ils envoient chercher sa femme. Dès qu'elle arrive, son mari est jeté à terre. Comprenant que les nazis vont l'exécuter, Barthélemy Cadamuro se masque les yeux avec sa casquette et les Allemands l'abattent d'une rafale de mitraillette. Les tortionnaires s'emparent alors du jeune Robert Lallemand. Boedicker accuse Robert Lallemand, qui est boulanger, d'avoir livré du pain et de la farine au maquis. Ce qu'il dément. Le jeune boulanger est roué de coups ; il en perd son dentier et veut

le ramasser. Boedicker le repousse et hurle «*Dans un moment, tu n'en auras plus besoin !*». Robert Lallemand crie «*Maman, maman, ils vont me tuer*» et les Allemands l'exécutent froidement sous les yeux horrifiés de sa mère. Boedicker⁴ donne ensuite le coup de grâce aux deux victimes et interdit qu'on les enlève.

Après avoir pillé et brûlé plusieurs maisons dont celle des boulangers, les Allemands évacuent le village, sans oublier d'emporter du bétail, des vivres, des appareils de TSF et tout ce qui représentait une quelconque valeur. Comme à Trondes, ils emmènent avec eux deux personnes, Juliette Cadamuro, l'épouse de Barthélemy, et Auguste Petitjean, maire du village qui, devant ses administrés, venait d'être brutalisé par les SS.

Le lendemain, les habitants de Trondes et de Boucq reçoivent l'ordre d'enterrer les corps des six victimes assassinées dans les deux villages et des sept ou huit maquisards tués dans les bois, dont un policier, Faubel Charles, de Domgermain. Il avait 20 ans. Après la guerre, ces corps seront exhumés et rendus à leurs familles. Quelques jours avant le drame, Hardy avait fait enlever monsieur Drouot, marchand de bestiaux, et avait réquisitionné sa bétailière. Plusieurs hommes de Trondes récupérèrent le véhicule pour le rendre à son propriétaire.

Le jeudi 17 août, Maurice Poincelot, habitant Trondes, reçoit la visite d'un ami. C'était un prisonnier évadé qui avait réussi à entrer dans la police à Ligny-en-Barrois. Le policier met en garde son ami et lui dit «*Les Allemands n'en resteront pas là, ils vont revenir*».

Prises d'otages à Trondes et à Boucq

Effectivement, le vendredi 18 août, pour la deuxième fois, des Allemands, -ce ne sont pas les mêmes que ceux qui étaient venus trois jours avant-, arrivent à Trondes. Ils ordonnent aux hommes de se rassembler sur la place et commencent à faire un tri parmi les habitants ; leur choix se porte sur les plus valides et ceux dont l'activité professionnelle ne risque

4. Lors du procès des tortionnaires Boedicker et Rickfelder qui se déroulera à Metz en janvier 1949, et malgré de nombreux témoins, dont le prêtre et Lucien Lépicié qui survécurent au camp de concentration, Boedicker nia les tortures infligées aux victimes, comme il refusa de reconnaître avoir donné le coup de grâce aux premières victimes de Boucq. , répétant plusieurs fois « *je n'ai pas tué, je n'ai pas tué* ». L'avocat de Boedicker avait

pas de porter préjudice à leur économie et à leur effort de guerre. Un adjudant allemand qui parlait très bien le français demande son âge à un habitant qui lui répond «*Je vais avoir 50 ans et je suis un ancien combattant*», «*Ça n'a rien à voir !*» lui rétorque l'adjudant qui le pousse dans la file des hommes valides. Il s'agit de Jean Renaud. Il ne reviendra pas de déportation, comme Denis Vigano, 17 ans, dont l'âge aurait dû lui éviter d'être déporté ; lui non plus ne survivra pas au camp de concentration.

C'est une file de 45 hommes qui s'étire et prend la direction de Pagny. Les familles regardent avec angoisse la colonne disparaître. Même les plus pessimistes ne peuvent imaginer que seulement 10 personnes reviendront un jour au village. La colonne se dirige vers Lagny. Arrivés au village, les prisonniers sont autorisés à s'asseoir, les Allemands ne leur donnant aucune explication.



Sur cette place, le 15 août 1944, Barthélemy Cadamuro et Robert Lallemand furent abattus par les Allemands.

À quelques kilomètres de là, à Boucq, se déroule le même scénario qu'à Trondes : rassemblement des hommes sur la place, désignation de 22 hommes, pillages, incendies, puis départ en direction de Lagny, où les habitants des deux villages se retrouvent, engendrant un faux sentiment de sécurité. Puis la colonne se reforme et prend la direction d'Ecrouves. Les prisonniers pensent être arrivés à destination. Ils

demandé une expertise mentale qui lui fut refusée. Lors de sa plaidoirie, il décrit son client comme un être primitif, faible et sans personnalité. Alfred Boedicker 53 ans et Johanés Rickfelder 38 ans furent condamnés à mort et exécutés. Frantz Hotz 40 ans chef de la Gestapo de Nancy subit le même sort.

sont vite détrompés car ils ne vont pas au-delà du sas de l'entrée. Un autobus arrive dans lequel ils doivent monter. L'autobus se dirige vers Toul puis Nancy et arrive finalement au siège de la Gestapo rue Albert 1^{er} à Nancy. Après un contrôle d'identité et un interrogatoire, les otages sont conduits à la prison Charles III où ils retrouvent Jean Mangin, René Priouret, l'abbé Rolinger, le maire de Boucq, Auguste Petitjean qui a la désagréable surprise de voir que son fils fait partie des prisonniers, Andrée-Pierre Simon et Georgette Bazart.

La famille Ducloux de Sanzey arrêtée

Le même jour, à Sanzey, Julien Ducloux, garde forestier, Alice son épouse et leurs deux filles sont arrêtés. Cette famille très active dans la Résistance venait d'être dénoncée. Leurs deux fils étaient déjà incarcérés. René qui faisait partie du maquis de Thonon avait été arrêté en juillet 1944. Il sera déporté à Mathausen. Après leur arrestation, Julien Ducloux et son autre fils Lucien sont envoyés au camp du Struthof puis à Dachau d'où ils reviendront après la guerre. Madame Ducloux sera déportée à Ravensbrück⁵ et, malheureusement, elle décédera dans ce camp. À Ravensbrück, elle rencontrera madame Pierrette Poirot de Ménil-la-Tour.

Départ des otages de Trondes et de Boucq pour le camp du Struthof

Le lendemain 19 août, par centaines, des détenus de la prison prennent le chemin de la gare. C'est dans des wagons à bestiaux qu'ils vont voyager. Entassés à plus de cent hommes par wagon, dans une chaleur épouvantable, les détenus s'organisent. Ils réservent un coin du wagon pour les toilettes. L'air est irrespirable. Aussi, à tour de rôle, chacun peut profiter des lucarnes. Lorsque le train s'arrête dans une gare,



Gare de Rothau. Plus de 50000 détenus sont passés par cette gare avant d'être conduits au camp du Struthof.

les SS en interdisent l'accès ; à Baccarat, la Croix Rouge est refoulée. Les déportés ignorent où ce train les emmène. Les gares se succèdent : Morhange, Saverne, Sarrebourg. Finalement, le train s'immobilise en gare de Rothau. Maurice Poincelot de Trondes qui a écrit une relation *«Bref résumé de ma déportation et de mon internement dans les camps de concentration»* raconte : *«Nous arrivons en gare de Rothau à la fin du jour. Descente des wagons sous les hurlements des SS et des chiens, colonne par cinq et menace d'être fusillé pour ceux qui tenteraient de s'échapper. Nous quittons Rothau au pas cadencé ; nous montons la fameuse côte du Struthof⁶ sous les coups de crosse pour ceux qui ne marchent pas au pas. Mais le plus dur reste à venir. Il fait nuit. Nous arrivons devant un camp en pente entouré de barbelés avec des projecteurs tout autour. Un seul battant de la porte est ouvert. Les premiers entrent, toujours colonne par cinq mais les SS qui les encadrent, ne rentrent pas et se mettent à frapper la colonne à coups de crosse... Nous descendons au bas*

5. Ravensbrück, le premier camp de femmes qui a été ouvert par les nazis en 1939 à 80 kilomètres de Berlin. Prévu à sa création pour les droits communs, les témoins de Jéhovah et les opposantes au régime, le camp dès 1940 reçoit des femmes venant de presque tous les pays d'Europe. 120 000 femmes ont été immatriculées. Sur les 11000 françaises internées à Ravensbrück, seulement 3000 ont été rapatriées en 1945. Combien parmi celles qui ne sont pas revenues furent empoisonnées ou gazées, après avoir été sélectionnées comme inaptes au travail, inapte à vivre ?

6. Himmler en 1941, décide la création d'un camp d'extermination au Struthof sur la commune de Natzwiller. Ce camp, un des plus durs du système concentrationnaire nazi, a été construit par des prisonniers. Un grand nombre parmi eux a trouvé la mort lors de l'édification du camp. Situé dans

un site grandiose et à proximité d'une carrière de granite, on estime que 10 à 12000 personnes sur les 52000 détenus immatriculés, y sont mortes de 1941 à 1944. Dans ce camp, comme à Ravensbrück, des médecins bourreaux ont pratiqué des expérimentations médicales inutiles et cruelles sur des détenus. Certains de ces médecins n'hésitèrent pas à faire gazer des détenus juifs afin de constituer une collection de squelettes pour les générations futures lorsque les juifs auraient été exterminés. Josef Kramer, qui a commandé le camp de 1942 à 1944, accueillait les nouveaux détenus en leur disant «Mon camp n'est pas un sanatorium. Ici il faut travailler et il n'y a qu'une seule issue possible » et il montrait la cheminée du crématorium. Responsable de la mort de plus de 30000 détenus dans les différents camps qu'il commanda. Après la guerre il a été condamné et pendu.

du camp sur la place d'appel du dernier bloc et là, des responsables de la vie intérieure du camp nous font mettre tout nus après nous avoir confisqué nos papiers et nos valeurs. Nous rentrons dans ce baraquement où se trouve le four crématoire. Nous avons les cheveux coupés ras : montés sur un tabouret, nous passons au rasage total puis au badigeonnage avec un produit qui brûle énormément ; distribution de la tenue rayée (une chemise et un pantalon, une paire de chaussettes et des chaussures à semelles de bois). Nous sommes logés dans le baraquement au-dessus. Nous voilà rentrés dans le régime concentrationnaire...»

Yvan Homel, de Corcieux dans les Vosges, a suivi le même parcours, le même calvaire devrais-je dire, que celui vécu par les habitants de Trondes et de Boucq qu'il a côtoyés durant toute sa captivité dans les camps de concentration du Struthof et de Dachau. Ce que Yvan Homel a enduré, souffert, au-delà de ce qu'on peut imaginer, les déportés de Trondes et de Boucq l'ont également vécu. Il les a vus mourir les uns après les autres. Sur 74 personnes déportées, 15 seulement reviendront. Yvan Homel a écrit un livre poignant «*Yvan, dix mois en enfer*». Même avec toute notre imagination, il est difficile d'admettre ce qu'un homme peut faire à un autre homme. Ce livre est un témoignage bouleversant mais aussi un message d'espérance.

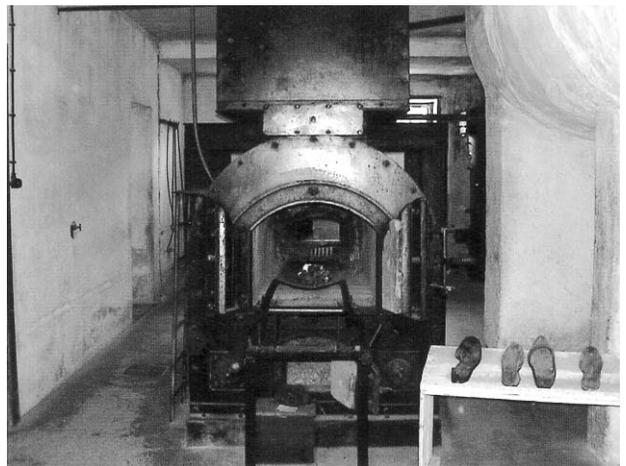


La piste de ski du Struthof avant la guerre.

Les déportés de Trondes et de Boucq portaient sur leur uniforme les initiales NN : «*Nacht und Nebel*» ce qui signifiait «*Nuit et Brouillard*». À ceux qui s'inquiétaient de la signification de ces deux lettres, il leur

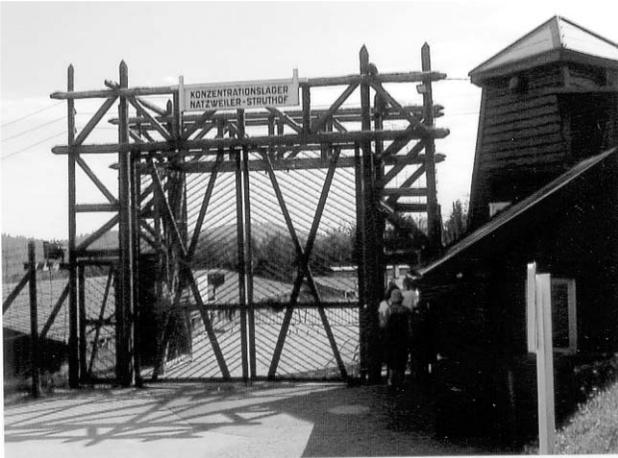


Le camp du Struthof. Les baraques ont été brûlées en 1954 sur ordre du gouvernement.



**Le bloc et le four crématoire.
Dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 1944,
des flammes sortaient de cette cheminée.
200 à 300 détenus étaient incinérés
après avoir été exécutés par les SS.**

était répondu «*Vous êtes un terroriste, un bandit ; vous avez agressé les armées d'occupation dans votre pays; c'est la mort lente qui vous attend ; vous serez exterminés par le travail ; ici on entre par la porte et on en sort par la cheminée*». «*Natzwiller-Struthof a été un camp extrêmement dur avec une mortalité très élevée, globalement 40%, ce qui en fait l'un des camps les plus durs du système concentrationnaire nazi*» a écrit l'historien Robert Steegmann.



La porte d'entrée du camp du Struthof. Lors de l'arrivée des détenus, les SS se tenaient devant l'entrée du camp et frappaient les nouveaux arrivants qui ne se découvraient pas ou dont l'allure ne leur plaisait pas.



Le 25 novembre 1942, Alfons Christmann de nationalité allemande est le premier détenu à être pendu pour s'être évadé avec quatre autres déportés, qui eux n'ont pas été rattrapés. Joseph Kramer le commandant du camp assistait à toutes les pendaisons. C'est lui qui commandait l'exécution.



Une des rares photographies montrant des détenus du Struthof travaillant à la carrière. Des hommes ont souffert dans cette carrière des tourments au-delà de ce qu'on peut imaginer.

Départ pour Dachau

Le 2 septembre 1944, ordre est donné d'évacuer le camp du Struthof. La veille, les SS ont exécuté, d'une balle dans la tête, 200, peut-être même 300 détenus dont 108 membres du réseau «Alliance» et 33 membres du groupe G.M.A Alsace et Vosges. Les rescapés de ce camp racontent avoir vu des flammes de plus d'un mètre de haut sortant des cheminées des fours crématoires.

2406 détenus, dont les malheureux habitants de Trondes et de Boucq, évacuent le camp du Struthof en rang par cinq. Direction, la gare de Rothau. Les SS sont nerveux, inquiets, la rumeur court que les alliés seraient entrés à Strasbourg. Les coups de crosse s'abattent sur les retardataires affaiblis par la maladie et les privations. Certains détenus sont nu-pieds. L'évêque de Clermont-Ferrand, monseigneur Piquet, tombe plusieurs fois ; il est aidé par d'autres détenus. Maurice Poincelot partagera pendant quelque temps la même table que l'évêque. Dans cette marche vers Rothau, les plus forts soutiennent les plus faibles. À mi-chemin, sans explication, les SS reçoivent l'ordre de faire demi-tour. Les détenus ne s'expliquent pas ce retour au camp. En réalité, si les 25 wagons étaient bien en attente le long du quai de la gare de Rothau, la locomotive n'était pas encore arrivée. Quelques heures après être retournés au camp, nouveau départ. À la

gare, des enfants -des jeunes hitlériennes- insultent les déportés et leur jettent des pierres. Les détenus montent dans des wagons à bestiaux et le voyage se déroule dans les mêmes conditions que celui effectué de Nancy à Rothau. Après trois ou quatre jours, le train s'immobilise le long d'un quai. Une pancarte indique Dachau. Les détenus ne savent pas qu'ils sont arrivés à destination. Une heure s'écoule et les déportés sont poussés hors des wagons à coups de nerfs de bœuf et de crosses de fusils, distribués par des SS déchaînés. En colonnes par cinq, les détenus marchent vers le camp de Dachau. Dachau est le plus grand et le premier camp de concentration construit par les nazis. Il est situé à 18 kilomètres de Munich. Normalement classé camp de 1^{er} degré, c'est-à-dire au régime moins dur que les camps de 2^e et 3^e degrés, en réalité à Dachau, comme dans les autres camps de concentration, «*tout est mis en pratique pour anéantir la personnalité des prisonniers, pour briser leur volonté, pour les abaisser, humilier, terroriser, abêtir, en un mot les déshumaniser*». Ce constat est tiré du livre de Jean Masson «*De la Résistance à la déportation*».

Après plusieurs jours de mise en quarantaine, les détenus, sont envoyés au commando d'Haslach, distant de cinq à six kilomètres de Dachau, «*vers l'Enfer*» a écrit Yvan Homel. Si, depuis Charles III, tous les Lorrains avaient survécu, avant la fin de l'année 1944, les trois quarts d'entre eux, dont 16 habitants de Trondes devaient mourir. Lucien Lépicier de Trondes a eu la chance, si l'on peut dire, de travailler comme coiffeur, ce qui lui a permis de survivre.

Privations, défaut total d'hygiène, maladies (dysenterie, tuberculose, typhus), infections dues aux parasites et aux morsures des chiens des SS, accidents souvent provoqués par les SS et les capos, coups donnés par les mêmes tortionnaires, manque de nourriture (un bol d'ersatz de café le matin, un litre de soupe, 300 grammes de pain, une rondelle de saucisson et une ration de margarine, constituaient la ration journalière soit 500 à 600 calories)... On comprend pourquoi des hommes jeunes et robustes n'ont pas survécu à ces terribles conditions d'internement.

7. Le camp d'Haslach où ont souffert et sont morts tant de Lorrains, a été libéré par les Américains en avril 1945. Les SS « louaient » les détenus, hommes et femmes à des sociétés privées. Le coût journalier était de 6 Reichsmarks pour un ouvrier qualifié et, 4 Reichsmarks pour un ouvrier ou

En principe, les prisonniers étaient affectés selon les camps à un commando de travail pour trois mois, voire six mois. Maurice Poincelot se retrouve à Haslach où les Allemands ont décidé de fabriquer des V1 et des V2 dans des tunnels qui y sont creusés. Il travaille à l'assainissement d'un des tunnels. Il est difficile d'imaginer les conditions dans lesquelles les détenus travaillent. À Haslach, 192 détenus auraient péri, victimes de la dysenterie. À cela s'ajoutent les décès causés par les capos et les SS. Cette mortalité fait partie de la stratégie des SS. Il s'agit d'éliminer le plus grand nombre de déportés, tout en bénéficiant de leur travail⁷. Ceux qui survivent au commando, restent au camp où ils doivent accomplir des corvées.



**Fosse commune dans le camp de Bergen-Belsen.
Un jour à Buchenwald, Henri Voillot,
de Lay-Saint-Remy, est tombé dans une fosse
où s'entassaient des cadavres.
Il eut toutes les peines à s'en extraire.**

La plus inhumaine de ces tâches était le transport des corps des détenus décédés qui étaient jetés nus, pêle-mêle, dans des fosses. Tous signes d'identification étaient proscrits. Malgré cette interdiction, les détenus, au péril de leur vie, faisaient en sorte qu'un jour ces corps puissent retrouver leur identité. Autre corvée, le déblayement des maisons détruites par les bombardements. Travail pénible, mais porteur d'espoir pour des hommes en quête d'informations sur l'évolu-

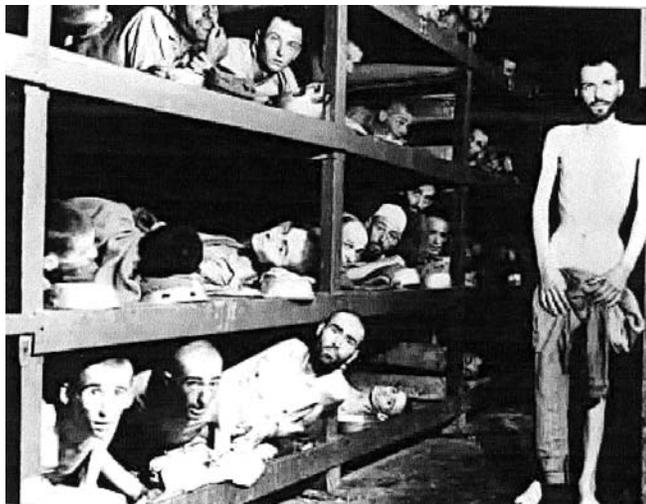
une ouvrière sans qualification. La dépense pour la nourriture et l'habillement d'un détenu coûtait 0,70 Reichsmark, ce qui dégagait un bénéfice de 5,30 Reichsmarks par jour aux SS.

tion de la guerre. Ces bombardements étaient la preuve que les alliés contrôlaient la maîtrise du ciel.

Les détenus malades étaient dirigés sur le «revier», en principe l'infirmier, en réalité le mouiroir. Le revier était sous la responsabilité d'un médecin SS, poste qui pouvait être occupé au mieux par un infirmier, au pire par un SS qui n'avait aucune connaissance en médecine. Des témoins ont cité des plombiers ou des mécaniciens faisant office de médecin-chef. Maurice Poincelot passera deux mois au revier.

Evacuation du camp

À la mi-février, on annonce aux déportés que le camp va être évacué. Les détenus valides iront dans un autre camp de travail. Les malades seront dirigés sur un camp hôpital. Malgré un scepticisme nourri par trop d'espoirs déçus, les détenus s'interrogent sur le bien fondé de cette annonce. Serait-ce le commencement de la fin du cauchemar, d'autant que des wagons de voyageurs sont affectés pour le transport et non plus des wagons à bestiaux ? De plus, les détenus reçoivent, le jour du départ, cinq boules de pain, un fromage et cinq cents grammes de sucre. Cette abondance relative de nourriture, surtout le sucre, sera la cause de plusieurs décès car les SS n'ont rien prévu à boire. Les détenus vont terriblement souffrir de la soif durant ce voyage, qui durera plusieurs jours et au cours duquel le train subira une attaque aérienne.



Détenus du camp de concentration de Buchenwald. Cette photographie a été prise après la libération du camp par les Américains.

À l'arrivée au soi-disant camp, l'hôpital de Vaslingen, la désillusion est totale. Le camp se compose d'une trentaine de blocs. Il y a cinq reviers qui sont destinés aux malades valides, aux malades atteints du typhus, de la dysenterie, aux porteurs de furoncles et aux convalescents. Une odeur pestilentielle règne sur le camp. «Ça sent la mort» écrira Jean Homel (cf.). Et la mort est partout, des corps de détenus gisent à même le sol, dans les blocs, dehors, dans l'attente non pas d'une sépulture mais d'une fosse commune. Sans soins faute de médicaments, dans des conditions d'hygiène qui dépassent l'imagination, deux à trois détenus sur une même paille rarement changée, font, que trente à quarante déportés décèdent chaque jour.

Retour à Dachau

Maurice Poincelot a séjourné au bloc des malades atteints du typhus. Il y retrouve deux camarades, Robert Florentin de Trondes et M. Pomarède de Toulouse. À bout de forces, Maurice Poincelot sombre dans l'inconscience. Lorsqu'il revient à lui, son ami Florentin est mort depuis plusieurs jours. Son autre camarade décédera le lendemain. Fin mars, Maurice Poincelot, qui a échappé à la mort, quitte le bloc du typhus pour celui des convalescents. «*Le 2 avril*» écrit Maurice Poincelot (cf.) «*tous les détenus en état de marcher embarquent à plus de 100 par wagon pour un nouveau voyage de Vaihingen à Dachau. C'est le transport le plus terrible que j'aie vécu. Pendant le trajet, cinq détenus sont morts. Nous étions encore plusieurs dizaines d'Haslach toujours en vie mais beaucoup sont morts à Dachau avant notre libération par les Américains, le 29 avril 1945...*»

Libération du camp de Dachau

Ce sont les Américains qui ont délivré le camp de concentration de Dachau, le 29 avril 1945. Ce qu'ils découvrent dépasse en horreur ce qu'ils pensaient trouver. Les alliés connaissaient l'existence de ces camps mais ne pouvaient imaginer ce qu'ils allaient découvrir.

Les Américains, afin de contenir l'épidémie de typhus qui affecte le camp, transfèrent les détenus dans les casernes que les SS avaient désertées et mettent le camp en quarantaine. Maurice Poincelot ne fait pas mention, après que les Américains ont délivré le camp,